

États financiers de

MITACS INC.

et rapport de l'auditeur indépendant sur ces états

Exercice clos le 31 mars 2025



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

B.P. 10426 777 Dunsmuir Street
Vancouver (Colombie-britannique) V7Y 1K3
Canada
Téléphone 604-691-3000
Télécopieur 604-691-3031

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de Mitacs inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Mitacs inc. (l'« entité »), qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2025;
- l'état des résultats pour l'exercice clos à cette date;
- l'état de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables; (ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 mars 2025, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers** » de notre rapport de l'auditeur.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport de l'auditeur sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport de l'auditeur. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Comptables professionnels agréés

Vancouver, Canada
Le 10 juillet 2025

MITACS INC.

État de la situation financière

Au 31 mars 2025, avec informations comparatives pour 2024

| | Note | 2025 | 2024 |
|--|------|----------------|----------------|
| Actif | | | |
| Actif à court terme | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | | 218 364 706 \$ | 216 975 313 \$ |
| Débiteurs | | 1 898 691 | 2 020 706 |
| Apports à recevoir des gouvernements | | 9 383 166 | 10 944 615 |
| Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants | 4 | 47 657 231 | 58 525 672 |
| Placements, au coût amorti | 5 | 11 061 877 | 10 461 688 |
| <u>Charges payées d'avance</u> | | 2 846 516 | 3 057 108 |
| | | 291 212 187 | 301 985 102 |
| Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants | 4 | 12 978 309 | 12 176 156 |
| Placements, au coût amorti | 5 | 10 991 971 | 20 881 981 |
| Immobilisations corporelles | 6 | 249 242 | 373 810 |
| Immobilisations incorporelles | 7 | 4 708 896 | 2 969 953 |
| | | 320 140 605 \$ | 338 387 002 \$ |
| Passif et actif net | | | |
| Passif à court terme | | | |
| Créditeurs et charges à payer | | 12 411 226 \$ | 15 211 652 \$ |
| Remises gouvernementales à payer | | 657 371 | 678 983 |
| Tranche à court terme des bourses à verser | 8 | 99 349 567 | 120 967 793 |
| <u>Apports reportés</u> | 9 | 102 292 923 | 104 240 841 |
| | | 214 711 087 | 241 099 269 |
| Bourses à verser | 8 | 55 604 279 | 58 754 398 |
| | | 270 315 366 | 299 853 667 |
| Actif net | | | |
| Investi en immobilisations | | 4 958 138 | 3 343 763 |
| Grevé d'affectations internes | 10 | 27 500 000 | 21 323 000 |
| <u>Non affecté</u> | | 17 367 101 | 13 866 572 |
| | | 49 825 239 | 38 533 335 |
| Nature des activités et dépendance économique | 2 | | |
| Engagements | 11 | | |
| Événements postérieurs à la date de clôture | 15 | | |
| | | 320 140 605 \$ | 338 387 002 \$ |

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Approuvé au nom du conseil :

_____, administrateur

_____, administrateur

MITACS INC.

État des résultats

Exercice clos le 31 mars 2025, avec informations comparatives pour 2024

| | Note | 2025 | 2024 |
|---|------|----------------------|---------------------|
| Produits | | | |
| Apports aux programmes acquis | | | |
| Gouvernement fédéral | 12 | 136 988 878 \$ | 133 991 616 \$ |
| Gouvernements provinciaux | 12 | 50 579 804 | 48 409 095 |
| Droits au titre des services rendus aux organismes participants | 12 | 99 482 423 | 90 981 078 |
| Organisations internationales | | 2 357 495 | 1 892 932 |
| Partenaires universitaires | | 1 008 000 | 1 135 681 |
| Cotisations des universités | | 2 880 600 | 2 839 099 |
| Produits d'intérêts | | 4 128 579 | 4 547 627 |
| | | 297 425 779 | 283 797 128 |
| Charges | | | |
| Bourses liées aux programmes | | | |
| Accélération | | 166 693 955 | 162 847 283 |
| Stage de stratégie d'entreprise | | 23 357 876 | 15 686 393 |
| Globalink | | 28 328 633 | 32 647 552 |
| Élévation | | 18 201 217 | 13 475 401 |
| Perfectionnement | | 2 546 085 | 3 779 570 |
| Élaboration de politiques scientifiques canadiennes | | – | 277 182 |
| Projets d'innovation | | 93 556 | 179 344 |
| Services liés aux programmes | 13 | 5 989 056 | 6 933 477 |
| Relations avec les partenaires | 13 | 11 115 139 | 12 469 671 |
| Services généraux | 13 | 28 152 260 | 27 941 390 |
| Amortissement | | 1 656 098 | 1 471 786 |
| | | 286 133 875 | 277 709 049 |
| Excédent des produits sur les charges | | 11 291 904 \$ | 6 088 079 \$ |

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

MITACS INC.

État de l'évolution de l'actif net

Exercice clos le 31 mars 2025, avec informations comparatives pour 2024

| | Investi en immobilisations | Grevé d'affectations internes | Non affecté | Total |
|--|----------------------------|-------------------------------|----------------------|----------------------|
| Solde au 31 mars 2023 | 2 959 470 \$ | 20 500 000 \$ | 8 985 786 \$ | 32 445 256 \$ |
| Excédent (insuffisance) des produits sur les charges | (1 471 786) | – | 7 559 865 | 6 088 079 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | 105 088 | – | (105 088) | – |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles | 1 750 991 | – | (1 750 991) | – |
| Virement interfonds (note 10) | – | 823 000 | (823 000) | – |
| Solde au 31 mars 2024 | 3 343 763 | 21 323 000 | 13 866 572 | 38 533 335 |
| Excédent (insuffisance) des produits sur les charges | (2 043 676) | – | 13 335 580 | 11 291 904 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | 58 696 | – | (58 696) | – |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles | 3 599 355 | – | (3 599 355) | – |
| Virement interfonds (note 10) | – | 6 177 000 | (6 177 000) | – |
| Solde au 31 mars 2025 | 4 958 138 \$ | 27 500 000 \$ | 17 367 101 \$ | 49 825 239 \$ |

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

MITACS INC.

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2025, avec informations comparatives pour 2024

| | 2025 | 2024 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Flux de trésorerie liés aux activités suivantes : | | |
| Activités d'exploitation | | |
| Excédent des produits sur les charges | 11 291 904 \$ | 6 088 079 \$ |
| Éléments sans effet sur la trésorerie | | |
| Augmentation du profit latent sur les placements | (1 171 866) | (1 795 642) |
| Augmentation du profit réalisé sur les placements | (465 185) | – |
| Perte sur la sortie d'immobilisations | 387 578 | – |
| Amortissement | 1 656 098 | 1 471 786 |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation | | |
| Débiteurs | 122 015 | 117 761 |
| Charges payées d'avance | 210 592 | (26 013) |
| Apports à recevoir des gouvernements | 1 561 449 | 21 722 542 |
| Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants | 10 066 288 | (10 542 778) |
| Créditeurs et charges à payer | (2 800 426) | 7 530 407 |
| Remises gouvernementales à payer | (21 612) | (472 694) |
| Bourses à verser | (24 768 345) | (5 301 346) |
| Apports reportés | (1 947 918) | (21 897 381) |
| | (5 879 428) | (3 105 279) |
| Activités d'investissement | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (58 696) | (105 088) |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles | (3 599 355) | (1 750 991) |
| Achat de placements | – | (40 000 000) |
| Produit de l'échéance des placements | 10 926 872 | 10 451 973 |
| | 7 268 821 | (31 404 106) |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 1 389 393 | (34 509 385) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice | 216 975 313 | 251 484 698 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice | 218 364 706 \$ | 216 975 313 \$ |

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers

Exercice clos le 31 mars 2025

1. Objectif de l'organisme

Mitacs inc. (l'« organisme ») a été constitué en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et est exempté de l'impôt conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). L'organisme poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

L'objectif de l'organisme est de soutenir et d'accroître la productivité canadienne en stimulant l'innovation dans le secteur privé et en développant et en déployant des talents dans l'économie canadienne. Cela se fait en développant les compétences expérientielles des innovateurs canadiens; en favorisant le transfert technologique, la commercialisation et l'entrepreneuriat en encourageant la création et l'application d'idées grâce à des partenariats de recherche coopératifs; et en promouvant des réseaux de collaboration grâce à des partenariats entre les universités, l'industrie, le gouvernement et d'autres organismes au Canada et à l'étranger.

2. Nature des activités et dépendance économique

L'organisme gère ou exploite divers programmes conçus pour faciliter la collaboration en recherche entre des organismes participants et le milieu universitaire en vue de former la prochaine génération de jeunes chercheurs canadiens. Les programmes actifs financés à l'externe comprennent les stages, les partenariats de recherche et internationaux et le perfectionnement des compétences.

a) Programme Mitacs Accélération

Mitacs Accélération sert d'intermédiaire entre des entreprises et des organismes sans but lucratif ainsi que des étudiants des cycles supérieurs et des chercheurs postdoctoraux qui mettent leur expertise spécialisée à profit pour relever des défis de recherche.

b) Programme Mitacs Globalink

Mitacs Globalink met en communication des chercheurs des quatre coins du monde avec des universités canadiennes. Le programme offre des occasions de mobilité bilatérale entre le Canada et des pays partenaires choisis pour les étudiants du premier cycle et des cycles supérieurs.

c) Programme Mitacs Élévation

Mitacs Élévation permet aux nouveaux chercheurs postdoctoraux d'acquérir des compétences en leadership, en affaires et en gestion de la recherche.

d) Programme de stage de stratégie d'entreprise de Mitacs

Le programme de stage de stratégie d'entreprise de Mitacs permet de développer des projets innovants destinés à aider les organismes à prospérer dans divers domaines de leurs activités.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2025

2. Nature des activités et dépendance économique (suite)

L'organisme reçoit des apports d'organismes nationaux, provinciaux et internationaux, d'universités et des droits au titre des services rendus aux organismes participants afin de financer des programmes de recherche, de la formation étudiante et des dépenses de fonctionnement. L'organisme tire une partie non négligeable de son financement des apports des gouvernements fédéral et provinciaux. Au cours de l'exercice, l'organisme a conclu 18 (23 en 2024) contrats avec les gouvernements fédéral et provinciaux, qui comptaient pour environ 64 % (66 % en 2024) des produits. L'organisme pourrait ne pas être en mesure de maintenir l'ensemble de ses activités actuelles si ce financement était considérablement réduit ou supprimé.

3. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes.

a) Comptabilisation des produits :

L'organisme utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les apports des gouvernements et les droits au titre des services rendus aux organismes participants grevés d'une affectation externe reçus pour les programmes et la formation sont constatés en produits dans l'exercice où les charges liées aux programmes connexes sont engagées. Les charges liées aux programmes sont comptabilisées à titre de passif lorsque le projet de recherche a reçu l'approbation de recherche, que les droits au titre des services rendus aux organismes participants sont à recevoir et que toutes les conditions d'admissibilité au programme et les exigences relatives aux dossiers ont été respectées. L'organisme comptabilise une provision pour annulation de stages offerts fondée sur la meilleure estimation de la direction en utilisant les annulations historiques qui ont eu lieu.

Les cotisations des universités non affectées sont comptabilisées à titre de produits dans l'exercice auquel ils se rapportent.

Les produits d'intérêts grevés d'une affectation externe gagnés sur le financement gouvernemental sont comptabilisés comme des apports reportés et constatés à titre d'apports aux programmes dans l'exercice au cours duquel les charges liées aux programmes connexes sont engagées. Les produits d'intérêts non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

Les apports à recevoir des gouvernements figurant à l'état de la situation financière se composent des apports des gouvernements fédéral et provinciaux et d'universités.

b) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les soldes bancaires et les dépôts à terme assortis d'une échéance de 90 jours ou moins à la date d'acquisition sont présentés au poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie ». Les soldes bancaires comprennent les soldes grevés d'une affectation interne ou externe et inscrits à l'actif net ou dans les engagements liés à la prestation des programmes.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2025

3. Principales méthodes comptables (suite)

c) Placements

Les placements de l'organisme comprennent uniquement des certificats de placement garanti (« CPG »). Ils sont détenus au coût amorti et sont assortis d'une échéance de plus de 90 jours. Le montant en capital de tous les placements représente des apports grevés d'une affectation externe, et les produits d'intérêts connexes sont également grevés d'une affectation, de sorte qu'ils sont comptabilisés comme des apports reportés et constatés à titre d'apports aux programmes dans l'exercice au cours duquel les charges liées aux programmes connexes sont engagées.

d) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées au coût, diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur. Les coûts liés à des améliorations spécifiques sont inscrits à l'actif lorsqu'il est probable que les dépenses donneront lieu à une augmentation du potentiel de service de l'actif. Les coûts de maintenance sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

L'organisme inscrit à l'actif certains frais de développement engagés relativement à son logiciel à usage interne. Les coûts engagés aux étapes préliminaires du projet sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Tous les coûts directs engagés au cours de la phase de développement sont inscrits à l'actif jusqu'à ce que le logiciel soit quasi achevé et prêt à être utilisé aux fins prévues. Les dépenses de développement ne sont inscrites à l'actif que si les dépenses peuvent être mesurées de façon fiable, si le produit ou le procédé est techniquement et commercialement faisable, si la réalisation des avantages économiques futurs est probable, et si l'organisme a l'intention d'achever le développement de l'actif, de le mettre en service ou de le vendre, et qu'il possède suffisamment de ressources pour le faire.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif. Les durées d'utilité estimées des immobilisations de l'organisme sont les suivantes :

| | Période d'amortissement |
|-------------------------|-------------------------|
| Matériel et ameublement | 2 à 5 ans |
| Logiciels | 3 à 10 ans |

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont passées en revue lorsque des changements de situation surviennent et elles sont ajustées au besoin.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont soumises à un test de dépréciation lorsque les conditions indiquent que l'immobilisation ne contribue plus à la capacité de l'organisme à fournir des biens et des services, ou que la valeur associée à l'actif est inférieure à sa valeur comptable nette. Lorsque les conditions indiquent qu'un actif a subi une perte de valeur, la valeur comptable nette de l'actif est ramenée au coût de remplacement de l'actif.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2025

3. Principales méthodes comptables (suite)

e) Actifs au titre de l'implantation d'un logiciel-service

L'organisme inscrit à titre d'actif les dépenses liées aux activités d'implantation qui sont directement attribuables à la préparation du logiciel-service en vue de son utilisation prévue. Les dépenses inscrites à titre d'actif sont comptabilisées en charges selon une formule linéaire appliquée sur la période prévue d'accès au logiciel-service.

f) Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, sur les informations fournies au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges pour les périodes considérées. Les éléments importants donnant lieu à de telles estimations et hypothèses s'entendent de la provision pour annulation fondée sur les produits comptabilisés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

g) Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Par la suite, tous les actifs financiers et passifs financiers sont évalués au coût amorti, à l'exception de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, que la direction a choisi d'évaluer à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont constatées à l'état des résultats.

Les actifs financiers évalués au coût amorti comprennent les débiteurs, les apports à recevoir et les placements.

Les passifs financiers évalués au coût amorti comprennent les créiteurs et charges à payer, les remises gouvernementales à payer et les bourses à verser.

h) Ventilation des charges

L'organisme comptabilise un certain nombre de ses charges par programme. Les coûts de chaque programme comprennent les allocations, les frais de déplacement et les autres frais de recherche qui sont directement liés au programme.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2025

3. Principales méthodes comptables (suite)

h) Ventilation des charges (suite)

L'organisme engage des charges de soutien des programmes, tels que les demandes de subvention et les frais de gestion, de recherche et de gestion des programmes qui appuient directement les programmes. Ces coûts ne sont pas attribués aux bourses liées aux programmes.

Ces charges sont comptabilisées au poste « Services liés aux programmes » à l'état des résultats.

L'organisme engage des charges de soutien des partenaires qui appuient indirectement les programmes. Ces coûts ne sont pas attribués aux bourses liées aux programmes. Ces charges sont comptabilisées au poste « Relations avec les partenaires » à l'état des résultats.

L'organisme engage des charges de fonctionnement général liées aux finances, à l'administration, aux ressources humaines, au marketing, aux communications et aux technologies de l'information qui sont communes à l'administration de l'organisme. Ces coûts ne sont pas attribués aux bourses liées aux programmes. Ces charges sont comptabilisées au poste « Services généraux » à l'état des résultats.

4. Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants

| | 2025 | 2024 |
|--|---------------|---------------|
| Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants | 76 665 246 \$ | 84 018 792 \$ |
| Provision pour annulation (note 12) | (16 029 706) | (13 316 964) |
| | 60 635 540 | 70 701 828 |
| Moins la partie courante | | |
| Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants | 47 657 231 | 58 525 672 |
| | 12 978 309 \$ | 12 176 156 \$ |

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2025

5. Placements, au coût amorti

Les placements de l'organisme se composent uniquement de certificats de placement garanti (« CPG »). Les CPG portent intérêt à des taux allant de 5,43 % à 5,86 % (5,43 % à 6,04 % en 2024) par année et ont des échéances allant de juin 2025 à juin 2026 (de juin 2024 à juin 2026 en 2024). Tous les produits d'intérêts au titre des CPG sont grevés d'une affectation et sont attribués aux apports reportés. Les intérêts générés par les placements dans des CPG au cours de l'exercice se sont chiffrés à 1 637 051 \$ (1 776 649 \$ en 2024). Les certificats dont la date d'échéance tombe au cours de l'exercice suivant sont classés dans les placements courants.

| | 2025 | 2024 |
|----------------------------------|----------------------|----------------------|
| Certificats de placement garanti | 22 053 848 \$ | 31 343 669 \$ |
| Moins la partie courante | 11 061 877 | 10 461 688 |
| | <u>10 991 971 \$</u> | <u>20 881 981 \$</u> |

6. Immobilisations corporelles

| | 2025 | 2024 |
|-------------------------|----------------------|------------------------|
| Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette |
| Matériel et ameublement | 912 567 \$ | 663 325 \$ |
| | 249 242 \$ | 373 810 \$ |

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles engagée au cours de l'exercice est de 183 264 \$ (195 348 \$ en 2024).

7. Immobilisations incorporelles

| | 2025 | 2024 |
|-----------|----------------------|------------------------|
| Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette |
| Logiciels | 10 451 285 \$ | 5 742 389 \$ |
| | 4 708 896 \$ | 2 969 953 \$ |

Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels en cours d'élaboration de 2 671 494 \$ (376 022 \$ en 2024).

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles engagée au cours de l'exercice est de 1 472 834 \$ (1 276 438 \$ en 2024).

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2025

7. Immobilisations incorporelles (suite)

Une réduction de valeur de 387 578 \$ a été comptabilisée au cours de l'exercice au titre de la dépréciation du logiciel Request for Researcher Portal. Il s'agissait d'un nouveau logiciel en cours d'élaboration visant à apparier les clients aux programmes de Mitacs. Ce projet a été abandonné en raison de la réorientation des priorités en matière de développement en faveur du projet Mitacs Enterprise Transformation (« MET ») de plus grande envergure (note 13). La perte sur cession a été comptabilisée à titre de charge au poste « Services généraux » à l'état des résultats.

8. Bourses à verser

| | 2025 | 2024 |
|-------------------------------------|----------------|----------------|
| Bourses à verser | 190 453 876 \$ | 209 009 367 \$ |
| Provision pour annulation (note 12) | (35 500 030) | (29 287 176) |
| | 154 953 846 | 179 722 191 |
| Moins la partie courante | | |
| Bourses à verser | 99 349 567 | 120 967 793 |
| | 55 604 279 \$ | 58 754 398 \$ |

9. Apports reportés

Les apports reportés se composent des apports grevés d'une affectation externe et non dépensés destinés au financement futur de bourses et de la formation.

| 31 mars 2025 | Gouvernement fédéral | Gouvernements provinciaux | Organismes participants acquittant des droits au titre des services rendus | Autres organismes de financement | Total |
|--------------------------------|----------------------|---------------------------|--|----------------------------------|----------------|
| | | | | | |
| Ouverture de l'exercice | 30 463 517 \$ | 52 495 383 \$ | 16 108 665 \$ | 5 173 276 \$ | 104 240 841 \$ |
| Financement reçu et à recevoir | 121 809 346 | 12 946 660 | 23 688 776 | 3 344 686 | 161 789 468 |
| Intérêts gagnés | 4 592 906 | 2 288 156 | – | – | 6 881 062 |
| Produits comptabilisés | (114 275 268) | (27 998 979) | (24 755 045) | (3 589 156) | (170 618 448) |
| Clôture de l'exercice | 42 590 501 \$ | 39 731 220 \$ | 15 042 396 \$ | 4 928 806 \$ | 102 292 923 \$ |

| 31 mars 2024 | Gouvernement fédéral | Gouvernements provinciaux | Organismes participants acquittant des droits au titre des services rendus | Autres organismes de financement | Total |
|--------------------------------|----------------------|---------------------------|--|----------------------------------|----------------|
| | | | | | |
| Ouverture de l'exercice | 43 195 850 \$ | 63 176 436 \$ | 14 594 192 \$ | 5 171 744 \$ | 126 138 222 \$ |
| Financement reçu et à recevoir | 88 289 083 | 22 478 593 | 23 160 260 | 5 725 271 | 139 653 207 |
| Intérêts gagnés | 6 161 995 | 2 841 174 | – | – | 9 003 169 |
| Produits comptabilisés | (107 183 411) | (36 000 820) | (21 645 787) | (5 723 739) | (170 553 757) |
| Clôture de l'exercice | 30 463 517 \$ | 52 495 383 \$ | 16 108 665 \$ | 5 173 276 \$ | 104 240 841 \$ |

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2025

9. Apports reportés (suite)

Pour les gouvernements fédéral et provinciaux, les apports reportés sont ajustés en fonction des annulations futures estimées à 21 960 706 \$ (18 582 214 \$ en 2024) et pour les organismes participants acquittant des droits au titre des services rendus, à 16 029 706 \$ (13 316 964 \$ en 2024).

Au 31 mars 2025, des apports reportés de 3 238 257 \$ (2 688 010 \$ en 2024) étaient inclus dans les apports à recevoir de gouvernements et d'autres organismes de financement et une somme de 2 902 654 \$ (4 432 792 \$ en 2024) était comprise dans les droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025, des apports de 13 300 000 \$ (14 300 000 \$ en 2024) ont été reçus ou sont à recevoir du ministère de l'Économie et de l'Innovation au nom du gouvernement du Québec pour soutenir les unités approuvées dans le cadre des programmes Accélération, Accélération International, Élévation, Stage de recherche Globalink et Bourses de recherche Globalink. Au 31 mars 2025, environ 14 625 389 \$ (14 351 102 \$ en 2024) ont été comptabilisés en tant que produits, compte tenu des ajustements au titre des annulations des exercices précédents.

Au 31 mars 2025, des apports reportés de 12 735 000 \$ (17 370 943 \$ en 2024) du gouvernement fédéral étaient réservés à la cohorte de l'été 2025 à titre de Bourse de recherche Globalink.

10. Actif net grevé d'affectations internes

Le conseil d'administration de l'organisme a choisi d'affecter les fonds comme suit :

| | 2025 | 2024 |
|---------------------------------------|---------------|---------------|
| Coûts de réduction | 14 000 000 \$ | 11 000 000 \$ |
| Insuffisance de financement | 7 000 000 | — |
| Interruptions technologiques | 5 500 000 | — |
| Initiatives stratégiques | 1 000 000 | 596 000 |
| Projets d'immobilisations futurs | — | 4 268 000 |
| Activités de nature technologique | — | 3 575 000 |
| Initiatives visant les prix de marché | — | 1 000 000 |
| Projets d'innovation | — | 884 000 |
| | 27 500 000 \$ | 21 323 000 \$ |

Les coûts de réduction constituent des réserves aux fins des charges administratives, du versement d'indemnités de départ et d'autres charges liées à la réduction des activités de l'organisme.

Les fonds pour insuffisance de financement visent à atténuer l'incidence des réductions potentielles du financement gouvernemental afin de garantir la continuité des services de l'organisme en cas d'insuffisance de financement.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2025

10. Actif net grevé d'affectations internes (suite)

Les fonds liés aux interruptions technologiques doivent être utilisés aux fins des investissements dans les nouvelles technologies, de la mise à niveau des systèmes existants, des mesures en matière de cybersécurité et de la formation donnée aux membres du personnel en vue de leur adaptation aux nouvelles technologies.

Les fonds liés aux initiatives stratégiques constituent des réserves aux fins de la mise en œuvre ou des résultats du plan stratégique de l'organisme.

Les fonds pour les projets d'immobilisations futurs sont réservés aux dépenses d'investissement visant à améliorer les outils technologiques et les projets d'investissement en immobilisations ou à en mettre en œuvre de nouveaux.

Les fonds liés aux activités de nature technologique sont réservés aux dépenses opérationnelles visant à améliorer des outils ou des processus technologiques ou à en mettre en œuvre de nouveaux.

Les fonds liés aux initiatives visant les prix de marché doivent être utilisés aux fins de la mise en œuvre de nouvelles offres de prix pour les programmes existants, conformément à la vision et au mandat de l'organisme.

Les projets d'innovation représentent des réserves à utiliser pour financer l'expérimentation de nouvelles idées ou de nouveaux programmes cohérents avec la vision et le mandat de l'organisme.

L'organisme ne peut pas utiliser les montants grevés d'affectations internes à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration.

Le 4 juillet 2024, le conseil d'administration a approuvé le retrait des réserves grevées d'affectations internes suivantes : projets d'innovation, activités de nature technologique, initiatives visant les prix de marché. Le conseil d'administration a également approuvé la création des réserves grevées d'affectations suivantes : interruptions technologiques et insuffisance de financement.

Le 4 juillet 2024, le conseil d'administration a approuvé le retrait et la création de plusieurs fonds de réserves. Les virements entre catégories d'actif net se présentent comme suit :

| | | |
|---|------------------|-----------|
| Projets d'immobilisations futurs | (4 268 000) | \$ |
| Activités de nature technologique | (3 575 000) | |
| Initiatives visant les prix de marché | (1 000 000) | |
| Projets d'innovation | (884 000) | |
| Insuffisance de fonds | 7 000 000 | |
| Interruptions technologiques | 5 500 000 | |
| Coûts de réduction | 3 000 000 | |
| Initiatives stratégiques | 404 000 | |
| Virement de l'actif net non affecté, montant net | 6 177 000 | \$ |

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2025

11. Engagements

a) Engagements liés à la prestation des programmes

L'organisme a reçu et traité des demandes de stage Mitacs qui sont à divers degrés de réalisation et qui n'avaient pas été approuvées au 31 mars 2025. Au 31 mars 2025, l'organisme avait traité environ 33,9 millions de dollars (73,6 millions de dollars en 2024) de ces demandes de stages, dont une tranche d'environ 22 millions de dollars (44 millions de dollars en 2024) devrait être approuvée au cours des 12 prochains mois. L'organisme devra obtenir des apports suffisants des gouvernements et des organismes participants pour financer ces stages s'ils sont terminés et approuvés.

b) Engagements aux termes de contrats de location-exploitation

L'organisme loue des locaux à bureaux dans trois emplacements (quatre emplacements en 2024) au Canada. Le tableau qui suit présente les paiements minimums futurs exigibles sur la durée restante des baux.

| | | |
|-----------|---------|----|
| 2026 | 692 244 | \$ |
| 2027 | 705 998 | |
| 2028 | 663 764 | |
| 2029 | 83 319 | |
| <hr/> | | |
| 2 145 325 | | \$ |

12. Provision pour annulation

L'organisme comptabilise une provision pour annulation des stages offerts en fonction de l'estimation la plus probable de la direction établie d'après les données historiques portant sur les annulations survenues. Dans le cas des apports des gouvernements grevés d'affectations externes et des apports non affectés des participants, l'incidence des estimations de ces annulations pour l'exercice a été la suivante :

| Produits | Brut | Provision pour annulation | 2025 |
|---------------------------|-------------|---------------------------|----------------|
| Gouvernement fédéral | 153 067 900 | \$ (16 079 022) | \$ 136 988 878 |
| Gouvernements provinciaux | 56 461 488 | (5 881 684) | 50 579 804 |
| Organismes participants | 115 512 129 | (16 029 706) | 99 482 423 |

| Produits | Brut | Provision pour annulation | 2024 |
|---------------------------|-------------|---------------------------|----------------|
| Gouvernement fédéral | 147 263 155 | \$ (13 271 539) | \$ 133 991 616 |
| Gouvernements provinciaux | 53 719 770 | (5 310 675) | 48 409 095 |
| Organismes participants | 104 298 042 | (13 316 964) | 90 981 078 |

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2025

13. Transformation

L'organisme fait le suivi des frais généraux liés à son projet Mitacs Entreprise Transformation (MET). Les frais généraux comprennent des charges de 3 015 019 \$ (1 195 416 \$ en 2024) liées à ce projet.

| | 2025 | 2024 |
|--------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Services généraux | 2 712 747 \$ | 1 101 832 \$ |
| Relations avec les partenaires | 186 361 | 34 025 |
| Services liés aux programmes | 115 911 | 59 559 |
| | <hr/> 3 015 019 \$ | <hr/> 1 195 416 \$ |

14. Risques financiers et concentration du risque

L'organisme est exposé à divers risques en raison de ses instruments financiers. Les risques sont analysés ci-après.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie manque à ses obligations contractuelles et entraîne de ce fait une perte financière.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent les sommes détenues auprès d'une importante institution financière canadienne, et le risque de crédit associé est considéré comme étant minimal.

Les placements se composent uniquement de CPG détenus auprès d'une importante institution financière canadienne, et le risque de crédit associé est considéré comme étant minimal.

Les débiteurs sont constitués de montants dus par des universités canadiennes et d'autres organismes, et le risque de crédit associé est considéré comme étant minimal.

Les apports à recevoir des gouvernements se composent de sommes à recevoir des gouvernements fédéral et provinciaux et d'agences gouvernementales. Le risque de crédit associé aux sommes à recevoir des gouvernements fédéral et provinciaux et des agences gouvernementales est considéré comme étant minimal.

Les apports à recevoir des organismes participants acquittant des droits au titre des services rendus sont constitués de montants dus par des organismes participants du secteur privé et du secteur public. L'organisme reçoit normalement les apports équivalents requis de l'organisme participant juste avant le début d'un stage. Le risque associé aux sommes à recevoir des organismes participants acquittant des droits au titre des services rendus est limité puisque, si l'organisme ne reçoit pas les apports équivalents des organismes participants avant la date de début prévue d'un stage, ledit stage approuvé sera annulé et les bourses connexes à verser ne seront pas payées.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2025

14. Risques financiers et concentration du risque (suite)

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme ne soit pas en mesure de satisfaire à ses besoins de trésorerie ou de s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. L'organisme est exposé au risque de liquidité relativement aux passifs financiers comptabilisés dans l'état de la situation financière. L'organisme gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins sur le plan du fonctionnement. L'organisme prépare des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de faire en sorte de disposer des fonds suffisants pour honorer ses obligations. L'organisme examine la suffisance de ses actifs nets non affectés pour faire face à une augmentation soudaine des besoins en liquidités. En plus des actifs nets non affectés, le conseil d'administration a constitué une réserve grecée d'affectations internes pour les coûts de réduction afin de soutenir les besoins de liquidités associés à une réduction ou à une cessation des activités.

c) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que les variations des prix du marché, y compris les taux d'intérêt, influe sur l'organisme. L'objectif de la gestion du risque de marché est de contrôler l'exposition au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant le rendement compte tenu du risque.

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les instruments à taux fixes exposent l'organisme à un risque de variation de la juste valeur.

La direction estime que l'organisme n'est pas exposé à un risque de marché important lié aux instruments financiers.

15. Événement postérieur à la date de clôture

Le 10 juillet 2025, le conseil d'administration a approuvé les virements suivants entre catégories d'actif net :

- Virement de 1 000 000 \$ de l'actif net non affecté à la réserve au titre des coûts de réduction.
- Virement de 6 600 000 \$ de l'actif net non affecté à la réserve au titre des initiatives stratégiques.